

## RÉÉQUILIBRAGE DU COMMERCE EXTÉRIEUR CHINOIS

*La Chine a été un acteur majeur dans la montée des déséquilibres mondiaux au milieu des années 2000. Elle a réduit son excédent commercial global depuis 2007, mais conserve des excédents massifs sur les États-Unis et l'Europe. Sa demande d'importation s'est principalement adressée à ses voisins asiatiques et aux pays producteurs de matières premières. Elle a quand même profité à l'Europe qui a amélioré sa position sur le marché des biens de consommation. Le rééquilibrage de la demande intérieure vers la consommation apparaît plus que jamais nécessaire à la croissance chinoise, du fait du ralentissement de la demande internationale, et on peut espérer qu'il soit bénéfique à l'Europe<sup>1</sup>.*

### ■ Hauts et bas de la balance commerciale

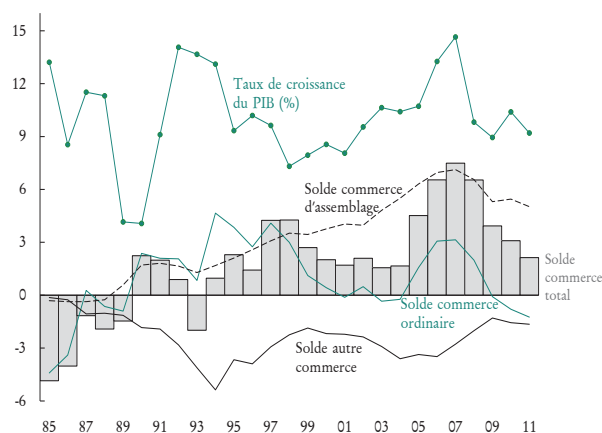
Le solde de la balance des paiements courants de la Chine dépend principalement de ses échanges de marchandises. À la fin des années 1980, ces échanges étaient déficitaires et ils ont enregistré au cours des quinze années suivantes des excédents relativement modestes (tout au plus 4% du PIB en 1997 et 1998) (Graphique 1). Les excédents massifs s'accumulent seulement entre 2005 et 2007, contribuant à hauteur des quatre-cinquièmes à l'excédent courant de la Chine.

Le solde des échanges de marchandises résulte des évolutions combinées du commerce d'assemblage, qui retrace l'activité de la Chine comme base d'exportation pour les entreprises à capital étranger et qui est par construction excédentaire, et du commerce ordinaire dont le solde fluctue.

Entre 2004 et 2007, l'excédent commercial de la Chine est passé brutalement de 2 à 7% du PIB, la demande extérieure est devenue le moteur de la croissance chinoise. Le gonflement de l'excédent était aux deux-tiers attribuable aux activités d'assemblage. Attirés par les faibles coûts d'entrée dans ces activités, les investisseurs étrangers ont développé en Chine des sites de production globalisés étroitement liés à une demande extérieure en forte expansion, notamment dans les biens électroniques. Mais le "commerce ordinaire" a aussi contribué à la montée de l'excédent global en

passant d'un léger déficit à un excédent massif. Ce retournement de position était principalement dû aux investissements des entreprises chinoises dans deux secteurs de l'industrie lourde : "Machines" et "Métaux de base". La demande internationale et les politiques nationales de substitution aux importations ont ainsi alimenté le gonflement de l'excédent commercial.

Graphique 1 – Le solde commercial de la Chine (échanges de marchandises, en % du PIB)



Source : Annuaires statistiques et données de douanes de la Chine.

1. Cette Lettre est issue du Document de travail du CEPII, "The Rebalancing of China's Foreign Trade: Facts, Figures and Questions", F. Lemoine & D. Únal, 2012 (à paraître).

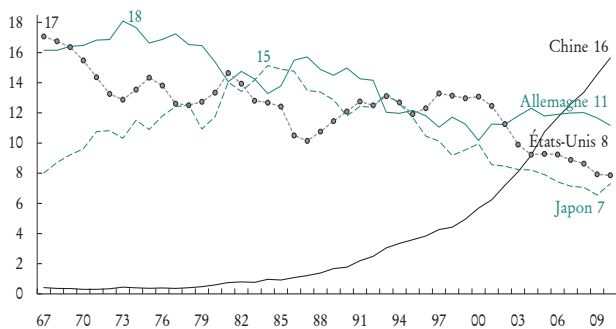
## ■ Depuis 2007, l'excédent global diminue, les déséquilibres bilatéraux demeurent

Suite au choc de la crise financière à la fin de l'année 2007, le commerce mondial s'est effondré fin 2008 pour reprendre au printemps 2009. La demande extérieure a cessé de tirer la croissance chinoise. Dès l'automne 2008, Pékin a lancé avec succès un ambitieux programme de relance de la demande intérieure. Ralenti fin 2008 et début 2009, la croissance chinoise a retrouvé un rythme élevé en 2010 (10,3%) et 2011 (9,2%). L'impact de la crise mondiale sur son commerce extérieur a cependant été sévère. De 2007 à 2011, la part des exportations dans le PIB a chuté de 36 à 28% et celle des importations de 29 à 26%. L'excédent commercial est revenu en 2011 à son niveau de 2004 (2% du PIB).

Cet ajustement a suivi un schéma symétrique de celui des années 2004-2007 : l'excédent du commerce d'assemblage s'est réduit tandis que celui du commerce ordinaire s'est transformé en un déficit. Tous les régimes d'exportation ont été frappés par la crise mondiale mais ceux des importations ont connu des évolutions contrastées. En effet, si les importations pour assemblage ont marqué le pas durablement sous l'effet de la faiblesse de la demande mondiale, les importations ordinaires ont rebondi rapidement grâce à la relance de la demande intérieure. Elles représentaient 14% du PIB en 2011, un ratio supérieur à celui d'avant la crise et qui traduit une ouverture aux importations comparable à celle des États-Unis ou du Japon.

L'évolution des termes de l'échange a accéléré le rééquilibrage de la balance commerciale. Entre 2007 et 2011, les importations chinoises ont crû plus vite que les exportations non seulement en volume (respectivement +40% et +34%) mais plus encore en valeur (+82% contre +56%)<sup>2</sup>. Dans un environnement international déprimé, la forte croissance interne, tirée par l'investissement, a permis à la Chine de rééquilibrer son solde commercial tout en renforçant sa présence sur les marchés internationaux. En 2010, la part des exportations chinoises dans le commerce mondial de produits manufacturés a atteint 16%, un seuil que n'ont guère franchi les plus grands exportateurs dans le passé (Graphique 2).

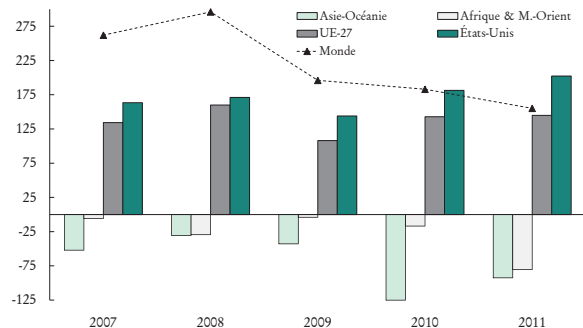
Graphique 2 – Principaux exportateurs de biens manufacturés (part dans le commerce manufacturier mondial, en %)



Source : CEPIL, base de données CHELEM-Commerce International.

Toutefois, de forts déséquilibres bilatéraux ont persisté (Graphique 3) : d'un côté, l'excédent sur les États-Unis est remonté en 2011 à son niveau de 2007 ; l'excédent sur l'Union européenne est resté quasiment inchangé, à ceci près que la Chine est devenue déficitaire avec l'Allemagne tout en amplifiant son excédent vis-à-vis de la plupart des autres pays ; d'un autre côté, les déficits se sont creusés avec les pays d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique. Les déficits avec l'Asie découlent en grande partie de l'organisation de la production industrielle dans la région (où la Chine assemble des composants importés de ses voisins), mais aussi de la progression des exportations asiatiques à destination du marché intérieur chinois. Les déficits avec l'Afrique et le Moyen-Orient sont liés aux besoins croissants de la Chine en matières premières ainsi qu'à la hausse des cours de ces produits.

Graphique 3 – Le solde commercial de la Chine par zone (échanges de marchandises, en milliards de dollars)



Source : Annuaire statistiques et données de douanes de la Chine.

## ■ Où en est la consommation des ménages ?

Depuis 2007, la croissance chinoise a bien résisté à la crise en se redéployant vers le marché intérieur mais non vers la consommation. Le poids de la consommation privée dans le PIB, en forte chute depuis 2000, a encore diminué depuis 2007 : elle est ainsi tombée de 46% en 2000 à 36% en 2007, puis à 34% en 2010. Cette contraction découle à la fois de l'évolution des revenus des ménages et de leur comportement d'épargne, l'un comme l'autre pouvant être expliqués par des facteurs démographiques mais aussi institutionnels.

Des facteurs structurels, comme l'augmentation rapide (jusqu'en 2010) de la population d'âge actif et les migrations massives de travailleurs des campagnes vers les villes, ont continué à freiner la progression des salaires. Par ailleurs, des conditions institutionnelles comme la faiblesse des transferts sociaux et de la rémunération de l'épargne (plafonnement des taux d'intérêt sur les dépôts bancaires) ont aussi contribué à réduire le poids des revenus des ménages dans le PIB<sup>3</sup>. La libéralisation des marchés des facteurs de production est restée incomplète en Chine et les prix relativement bas du travail et du capital y ont favorisé l'investissement au détriment de la consommation. Enfin, la contraction du poids de la consommation

2. Les prix des importations ont cru de 30%, ceux des exportations de 16% (source : People's Bank of China, Monetary Policy Reports).

3. N. R. Lardy (2012), *Sustaining China's Economic Growth After the Global Financial Crisis*, Peterson Institute for International Economics, janvier.

correspond à une hausse du taux d'épargne des ménages (passé de 19%, au milieu des années 1990, à 30% en 2009) qui s'explique à la fois par la baisse du taux de dépendance et par la montée de la précarité et des inégalités de revenus. La faiblesse des taux d'intérêt a aussi favorisé l'acquisition d'actifs immobiliers et participé à la hausse des prix.

Certes, il est possible que les statistiques de comptabilité nationale sous-estiment les revenus et les dépenses de la population. En effet, les données officielles n'incluent pas les revenus illégaux ou simplement non déclarés. Elles sous-estiment aussi les dépenses des ménages, car les coûts réels des services liés à la santé, l'éducation, au logement sont plus élevés que ne le montrent les chiffres. Enfin, symétriquement, certaines données surestiment les dépenses d'investissement en capital fixe en incluant par exemple la valeur des transactions foncières.

La réorientation de la demande intérieure en faveur de la consommation des ménages est inscrite dans les priorités du 12<sup>ème</sup> plan (2011-2015) mais elle ne se fera pas sous le seul effet des évolutions démographiques. La stagnation de la population active à partir de 2010, et sa diminution à partir de 2015, constituent certes un changement fondamental et, pour certains, la Chine a atteint le moment où ses réserves de main-d'œuvre ont cessé d'être "illimitées" (*Lewis turning point*). Pourtant, selon d'autres analyses, la Chine est loin d'avoir épuisé sa réserve de main-d'œuvre car il y aurait encore un grand nombre de migrants potentiels dans les campagnes (80 millions) ; les pénuries de main-d'œuvre seraient donc locales et dues au redéploiement géographique de la croissance vers les provinces intérieures qui freine l'émigration vers les provinces côtières.

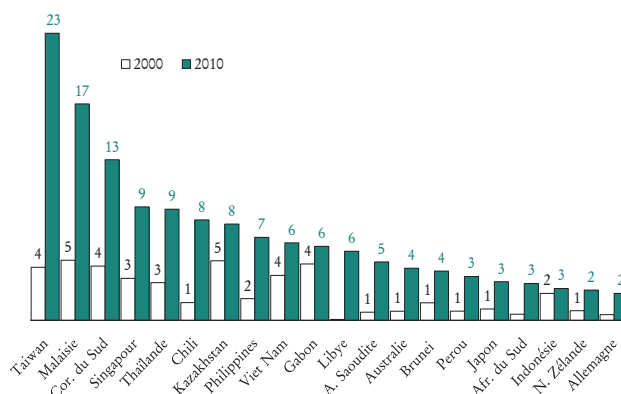
La transition vers un développement plus équilibré, faisant davantage de place à la consommation privée, aux services, à la qualité de la croissance, pourrait donc être lente si elle n'est pas soutenue par des politiques internes favorisant une consommation de masse (urbanisation, dépenses publiques dans le domaine social, rémunération de l'épargne, appréciation du taux de change...). Les hausses de salaires enregistrées ces dernières années ne semblent pas excéder les gains de productivité du travail et remettre en cause, à court terme, la compétitivité des productions chinoises.

## ■ Quels pays bénéficient le plus de la demande chinoise ?

Dans les pays occidentaux, la crise mondiale a ravivé l'anxiété face à la montée en puissance de l'économie chinoise mais aussi l'espoir qu'elle puisse entraîner la croissance du reste du monde. Sur la période 2000-2010, la Chine a contribué pour 20% à la croissance mondiale si on considère les PIB en dollars courants ; mais pour 30%, si la mesure est effectuée en parité de pouvoir d'achat. Le commerce constitue le principal canal de transmission des effets de la croissance chinoise sur le reste du monde. Avec plus de 9% des importations mondiales en 2011 contre 3,5% il y a dix ans, la Chine est une source de plus en plus importante de la demande internationale.

Le graphique 4 classe les pays selon le poids des exportations vers la Chine dans leur PIB. Il fait ressortir les économies qui bénéficient le plus de la demande chinoise. Nombre d'économies émergentes ont vu leur dépendance augmenter fortement dans la dernière décennie. En 2010, 11% du PIB de l'Asie de l'Est hors Japon est exporté vers la Chine, contre 4% en 2000. Le ratio atteint 13 % en Corée, 17% en Malaisie, et 23% à Taiwan. On ne saurait surestimer le rôle de la Chine dans la dynamique de l'intégration régionale.

Graphique 4 – La part des exportations de marchandises vers la Chine dans le PIB du pays (%)



Source : CEPII, base de données CHELEM-Commerce International-PIB.

De grands exportateurs de matières premières en Asie centrale (Kazakhstan), en Amérique latine (Chili), en Afrique (Gabon) et au Moyen-Orient (Libye, Arabie Saoudite) ont également atteint des niveaux significatifs de dépendance à l'égard de la demande chinoise. Celle-ci est désormais un acteur majeur dans la détermination des échanges et des prix mondiaux des combustibles, des métaux et des minerais. La Chine tire ainsi la croissance des pays asiatiques par sa demande de produits manufacturés et celle de pays latino-américains et africains par ses importations de produits primaires.

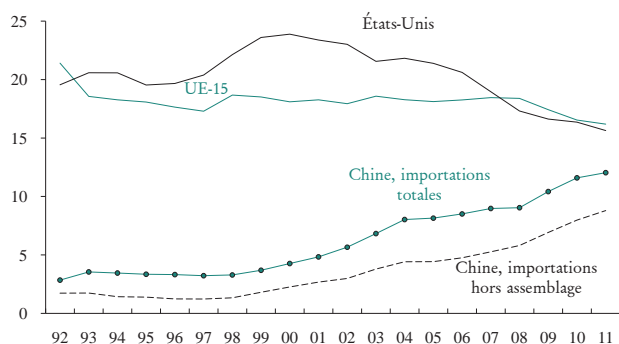
Bien qu'en augmentation, la dépendance de l'Europe et des États-Unis à l'égard de la Chine demeure faible (moins de 1% du PIB). Au sein de l'UE, l'Allemagne fait figure d'exception avec des exportations vers la Chine qui représentent 2% du PIB.

## ■ Biens de consommation : un marché déjà porteur

Les importations de la Chine sont en forte progression. (Graphique 5). Si l'on s'en tient aux seules importations "ordinaires" (en excluant les importations pour assemblage), leur part est passée de 2% des importations mondiales au début des années 1990 à 7-8% en 2010-2011.

Au cours de la décennie précédant la crise mondiale (1997-2007), la composition sectorielle comme la géographie des importations à destination du marché intérieur chinois ont nettement changé. Le doublement du poids des produits primaires de 20 à 40% entre 2002 et 2007 apparaît comme l'évolution la plus marquante. Elle a profité aux pays fournisseurs d'énergie et d'autres matières premières.

Graphique 5 – Part dans les importations mondiales de marchandises (sans intra-UE, en %)



Source : OMC et Statistiques de douanes chinoises.

Dans les importations ordinaires de biens manufacturés (Tableau 1), les produits semi-finis occupent encore de loin le premier rang (43% en 2007), bien qu'en relatif recul ; les pièces et composants ont gagné le deuxième rang (26% en 2007) devançant les biens d'équipement (22%) ; les biens de consommation ont progressé à un rythme accéléré à partir d'un faible niveau, reflétant la hausse du pouvoir d'achat des ménages chinois les plus aisés (9%).

Tableau 1 – Importations ordinaires de produits manufacturés de la Chine par stade de production et provenance

	Produits semi-finis	Pièces & composants	Biens de consommation	Biens d'équipement	Total stades
Structure en 2007 (%)					
Asie	23,6	14,9	3,6	10,3	52,4
Europe	6,8	8,0	3,8	8,0	26,7
ALENA	5,6	2,2	1,5	3,2	12,5
Autres	7,3	0,4	0,5	0,2	8,4
Monde	43,3	25,6	9,3	21,8	100,0
Évolution 1997-2007 (point de %)					
Asie	+0,6	+7,6	+1,6	+4,5	+14,3
Europe	+1,3	+0,3	+2,6	-1,8	+2,3
ALENA	-4,5	-2,4	+0,7	-2,7	-8,8
Autres	-7,0	-0,3	+0,1	-0,5	-7,8
Monde	-9,6	+5,3	+5,0	-0,6	0,0

Source : Statistiques de douanes chinoises.

Les pays d'Asie ont considérablement renforcé leur position sur le marché intérieur chinois. Leur part dans les importations ordinaires de produits manufacturés a bondi de 38% à 52% et cette percée a eu lieu dans les produits intermédiaires comme dans les biens finals (Tableau 1). La Chine n'est donc pas seulement une base d'exportation pour les pays asiatiques, mais de plus en plus un marché pour leurs produits finis, un moteur de leur activité économique.

L'ALENA (Canada, États-Unis, Mexique), dont la part a été pratiquement divisée par deux en dix ans, apparaît comme le grand perdant. Les exportateurs Nord-américains ont perdu du terrain dans toutes les catégories de produits sauf dans les biens de consommation.

En dépit de la concurrence asiatique, l'Europe a amélioré sa position sur le marché intérieur chinois. Si les fournisseurs européens dans leur ensemble ont perdu le premier rang qu'ils avaient en 1997 dans la fourniture de biens d'équipement, ils réalisaient en 2007 de meilleures performances que l'Asie dans les biens de consommation, pour les produits de haut de gamme en particulier. Depuis, les biens de consommation ont été la catégorie de produits manufacturés qui a connu la plus forte progression dans les importations chinoises et l'Europe a continué à élargir sa place sur ce marché. La réorientation de la demande intérieure en faveur de la consommation des ménages, si elle se concrétise, pourrait donc avoir des implications importantes pour les partenaires de la Chine, en particulier pour les Européens.

La croissance chinoise dépend elle-même encore beaucoup des économies avancées (États-Unis, Japon et Union européenne reçoivent 44% de ses exportations totales) et elle est actuellement freinée par la faiblesse de leur demande. Au premier trimestre 2012, les exportations chinoises ont encore progressé vers les États-Unis (+13% en valeur) mais ont même baissé vers l'Union européenne (-1,8%). Le brutal ralentissement des exportations totales de la Chine (+7,6% contre +26,5% au premier trimestre 2011) a pesé sur sa croissance économique qui est tombée à 8,1%. Cet environnement international peu porteur rend plus que jamais nécessaire une relance de la consommation interne. La nouvelle équipe dirigeante aura à faire preuve de sa capacité à négocier ce tournant stratégique.

Françoise Lemoine & Deniz Ünal  
francoise.lemoine@cepil.fr

## LA LETTRE DU CEPIL

© CEPIL, PARIS, 2012  
RÉDACTION  
Centre d'études prospectives  
et d'informations internationales  
113, rue de Grenelle  
75700 Paris SP 07  
Tél. : 33 (0)1 53 68 55 14  
Fax : 33 (0)1 53 68 55 03

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Agnès Bénassy-Quéré

RÉDACTION EN CHEF :  
Gunther Capelle-Blancard

RÉALISATION :  
Laure Boivin

DIFFUSION :  
DILA  
Direction de l'information  
légale et administrative

ABONNEMENT (11 numéros)  
France 60 €TTC  
Europe 62 €TTC  
DOM-TOM (HT, avion éco.)  
60,80 €HT  
Autres pays (HT, avion éco.)  
61,90 €HT  
Suppl. avion rapide 0,90 €

Adresser votre commande à :  
**Direction de l'information légale et administrative (DILA)**  
23, rue d'Estrées - 75345 Paris cedex 07  
commande@ladocumentationfrancaise.fr  
tél. : 01 40 15 70 01

Le CEPIL est sur le WEB  
son adresse : [www.cepil.fr](http://www.cepil.fr)  
ISSN 0243-1947  
CCP n° 1462 AD

15 mai 2012  
Imprimé en France par le  
Centre d'Analyse Stratégique

Cette lettre est publiée sous la  
responsabilité de la direction du CEPIL. Les  
opinions qui y sont exprimées sont celles  
des auteurs.